



Universidades Lusíada

Guerraoui, Driss, 1952-

L'Afrique du XXI ème siècle: les rôles futurs du Maroc et du Portugal

<http://hdl.handle.net/11067/4576>

<https://doi.org/10.34628/4vrk-r497>

Metadata

Issue Date	2018
Abstract	Partant de cette appartenance plurielle, je voudrai à cette occasion partager avec vous quelques idées qui concernent le développement de la grande zone Afrique-Europe-Monde Arabe à construire et où le Portugal et le Maroc pourraient jouer un rôle majeur en raison de l'histoire commune, de la proximité géographique et de la profondeur des relations d'amitiés qui lient les deux pays et ce dans un monde qui connaît des transformations profondes d'un genre nouveau s'apparentant à de véritables frag...
Keywords	Desenvolvimento económico - África, Marrocos - Relações externas - Portugal, Portugal - Relações externas - Marrocos
Type	article
Peer Reviewed	No
Collections	[ULL-FCEE] LEE, n. 25 (2018)

This page was automatically generated in 2023-03-20T19:21:54Z with information provided by the Repository

**L'AFRIQUE DU XXI^{ÈME} SIÈCLE: LES RÔLES FUTURS
DU MAROC ET DU PORTUGAL.**

Driss Guérraoui

Secrétaire Général du Conseil Economique Social et Environnemental

Du Royaume du Maroc

Professeur à l'Université Mohammed V de Rabat

Président de l'Université Ouverte de Dakhla

L'Afrique du XXI^{ème} siècle: les rôles futurs du Maroc et du Portugal

Lisbonne, Session du jeudi 12 avril 2018

Excellence le Président,

Honorables Membres de l'Académie,

Honorable présence chacun en son nom et en son rang,

Il est des moments dans la vie d'un être où il se sent appartenir à cette partie de l'Humanité qui a consacré son existence à contribuer à rendre intelligible les réalités de notre monde, à élucider les transformations qu'il a connu et celles qui sont en cours, à comprendre les angoisses des peuples, à éclairer sur leurs attentes, et à ouvrir les pistes de l'espérance et les voies de l'accomplissement de l'être, le tout en transcendant les clivages culturels, civilisationnels, linguistiques, religieux et spirituels.

Produit d'une conscience universelle citoyenne, portée par un humanisme tourné sur l'avenir et fondé sur des convictions affirmées et assumées, cette partie de l'humanité a su mettre son génie au service des grandes causes humaines. De ce fait, elle se trouve au cœur des missions les plus nobles de l'être, celles de servir les Femmes et les Hommes de notre monde, en produisant le bonheur, en allégeant les souffrances, et en offrant aux sociétés humaines les moyens de la libération, de l'épanouissement et de l'accomplissement, armée en cela par la créativité, l'innovation, le savoir, la connaissance et l'intelligence.

Les Membres de cette prestigieuse institution académique, parmi les plus anciennes au monde, représentant tous les continents et les aires géoculturelles, en font partie.

C'est cette dimension éminemment essentielle sur les plans du sens de notre existence, de notre apport à l'héritage universelle, de la participation à la défense du destin commun de notre humanité, de contribution à la construction d'un avenir collectif emprunt de paix, de sécurité globale et de prospérité partagée, de respect mutuel, de dialogue permanent et de préservation farouche, mais solidaire et généreuse de l'unité-diversité de notre monde, c'est cette dimension disais-je, qui est la source principale et la raison fondamentale de ma joie d'appartenir à

cette communauté de savants, dont ont besoin les citoyens de notre temps au cours de ce XXI^{ème} siècle, un siècle de toutes les fractures, mais aussi de toutes les espérances.

Je voudrais à cette occasion et pour cette raison profonde exprimer à Vous Monsieur le Président, mon estimé le Professeur Docteur Artur Anselmo, à vous Madame la Secrétaire Générale, à Vous membres de l'Académie des Sciences de Lisbonne, et à Vous mon très cher Manuel Pechira, Président de l'Institut Luso-Arabe de Coopération, exprimer mes plus vifs et sincères remerciements pour la confiance dont vous m'avez investi, et l'honneur que vous avez bien voulu me réserver en m'élisant comme membre de cette prestigieuse institution académique, symbole du savoir, de la culture et de l'intelligence humaine.

Au-delà de ma propre personne, cette élection honore les valeurs universelles partagées et un pays Africain, Arabe, Amazigh, Musulman, et Méditerranéen, le Royaume du Maroc, pays dont les socles andalous, hébraïque et hassani ont été consacrées par sa nouvelle constitution de juillet 2011, mais aussi pays dont la gestion de ses relations avec son environnement extérieur, parce que fondée sur la gestion pacifique des conflits, le dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions, l'ouverture sur le monde, ainsi que sur un partenariat favorisant le développement mutuel et solidaire l'ont érigé depuis toujours et de façon sans cesse renouvelée en pays frère et ami du Peuple de la République du Portugal et de tous les peuples qui poursuivent les mêmes objectifs dans le monde.

Partant de cette appartenance plurielle, je voudrai à cette occasion partager avec vous quelques idées qui concernent le développement de la grande zone Afrique-Europe-Monde Arabe à construire et où le Portugal et le Maroc pourraient jouer un rôle majeur en raison de l'histoire commune, de la proximité géographique et de la profondeur des relations d'amitiés qui lient les deux pays et ce dans un monde qui connaît des transformations profondes d'un genre nouveau s'apparentant à de véritables fragmentations, désordres et recompositions. Je ferai cela à partir de 5 éléments :

- 1 - l'Afrique dans le nouveau contexte mondial
- 2 - Les paradoxes du développement du continent Africain
- 3 - Les défis majeurs à relever
- 4 - La nécessité de repenser le paradigme du développement en Afrique
- 5 - Quels rôles pour le partenariat Maroc-Portugal en Afrique ?

1- I. l'Afrique dans le nouveau contexte mondial

L'évolution actuelle du système de l'économie mondiale est en train d'impulser une nouvelle répartition du pouvoir économique et politique dans le monde. Cette nouvelle répartition se traduit par l'expression de la volonté de puissance par de nouveaux acteurs sur la scène internationale comme la Chine, l'Inde, la Russie, mais aussi la Turquie, l'Iran, le Brésil, le Mexique, la Malaisie,

l'Indonésie, la Corée du Sud et l'Afrique du Sud. En Afrique du Nord, de l'avis des observateurs objectifs et des analystes crédibles c'est le Maroc qui semble émerger. Car il s'agit d'un pays qui a su développer ces 18 dernières années de façon volontariste, déterminée et soutenue ses capacités diverses pour se hisser au rang de nouvel acteur économique régional, grâce notamment à une stratégie de modernisation économique généralisée s'appuyant sur des politiques sectorielles dédiées, armé en cela par un phénomène inédit dans la région à savoir une synthèse réussie entre Démocratie, Islam et Modernité.

Cette nouvelle répartition du pouvoir économique dans le monde est en train de produire des impacts particuliers sur la hiérarchisation des espaces économiques régionaux, des flux des échanges de marchandises et de mouvements de capitaux sur un fond de panne, pour ne pas dire de recule de l'Europe et de perte progressive de la place des Etats Unis dans le monde en tant que 1^{ère} puissance économique et ce malgré la pérennité de leur supériorité militaire et de leurs avancées technologiques régulières.

De telles évolutions incitent à penser en des termes nouveaux la place future de l'Afrique dans cette dynamique mondiale et à élaborer une prospective régionale d'une mondialisation en crise se fondant de plus en plus sur des d'alliances géostratégiques et géoéconomiques en perpétuelles recompositions.

Dans ce contexte, l'Afrique est devenu le théâtre d'une nouvelle génération de guerres qui est en train de produire des menaces nouvelles. Il s'agit de la guerre des ressources naturelles, celle de la connaissance, de l'intelligence, du génie, et des valeurs, y compris dans leur dimension religieuse.

Concomitamment à ces formes nouvelles de guerres, l'Afrique connaît également l'émergence et le développement de formes nouvelles de pauvreté, de pandémies, de violences sociales, de conflits ethniques, de migrations massives, de prolifération d'activités illicites et informelles, et de formes atypiques de l'économie du crime, comme le trafic des êtres humains, des armes, de la drogue, et la piraterie, le tout sur un fond de prolifération de mouvements terroristes d'un genre nouveau .

La nouvelle donne démographique du continent va aggraver davantage cet état de fait. En effet, l'Afrique sera une nouvelle puissance démographique mondiale. Sa population évaluée en 2015 à 1.186 milliards d'habitats, soit 16% de la population mondiale verra en 2050, ce volume augmenter à 2.4 milliards d'habitants, soit 25% de la population mondiale pour atteindre 4.387 milliards d'habitants en 2100, soit plus de 39% de la population mondiale totale. Dès lors, à la fin du 3^{ème} millénaire, sur quatre nouvelles naissances dans le monde environ trois le seront sur le continent Africain

De ce fait, les économies et les sociétés du continent Africain constitueront durant les prochaines décades du XXI siècle de réels nouveaux marchés et de nouveaux foyers de croissance qui susciteront des convoitises de la part de toutes

les puissances, de tous les acteurs régionaux et de toutes les firmes transnationales de par le monde.

Ces tendances produiront un intérêt pour l'Afrique qui ira croissant en raison des gisements importants et des réserves prouvées dont dispose le continent en matières de ressources naturelles hydriques, agricoles, forestières, marines et sous-marines, mais aussi de ressources minières (plus de 30 % des réserves) et énergétiques, notamment renouvelables ; offrant ainsi à l'Afrique une position géoéconomique qui pèsera de façon significative sur la configuration future du système économique mondial.

A charge aux dirigeants Africains de saisir cette portée géostratégique en transformant les réalités structurelles actuelles en opportunités futures de développement à la faveur de la prospérité et du bien-être de leurs peuples.

II. Les paradoxes du développement du continent Africain

Ces paradoxes ont trait à trois dimensions essentielles: **1)** à la nature des modèles de développement qui domine dans le continent, **2)** à la qualité des élites Africaines, et **3)** au mode de gouvernance des économies et des sociétés africaines. Parce qu'il existe des situations de pays africains où des avancées se sont réalisées et se réalisent à ces trois niveaux, notre attention sera portée sur les traits communs et les problématiques partagées.

1. Des modèles de développement empreints de paradoxes

Le continent recèle, en effet, un potentiel important de développement, avec certes des situations nationales et régionales très différenciées en termes de niveau de croissance, de genre de développement, et de rythme des réformes, mais avec un dénominateur commun à l'ensemble du continent, dont les traits majeurs sont :

- Une désindustrialisation continue inquiétante, puisque la part du secteur manufacturier dans la production totale des pays africains est passée de 12 % en 1980 à 11 % en 2010, et celles dans les exportations mondiales de ces mêmes produits de 5,99 % à 3,33% durant la même période (sources : Banque Mondiale et PNUD, 2012).
- Le sous-équipement généralisé en termes d'infrastructures, notamment de routes, d'autoroutes, de ports, d'aéroports, de plateformes industrielles, d'électrification et d'adduction d'eau potable pour ne citer que les secteurs stratégiques.
- Un système bancaire et financier, hormis quelques rares exceptions, peu développé, mal structuré, insuffisamment modernisé et faiblement inté-

- gré à l'international ;
- Et Un développement économique extraverti porté plus par quelques grandes puissances étrangères et quelques firmes multinationales que par des dynamiques endogènes.

La conséquence de ces paradoxes est l'enclavement du continent, les problèmes de mobilité que la plupart des métropoles africaines connaissent, un développement non inclusif, la prédominance d'une économie primaire à faible valeur ajoutée, une valorisation très faible du potentiel important de ressources naturelles, minier et énergétique et une réalité de la répartition des richesses qui ne profitent pas aux populations locales, principalement à cause d'une gouvernance en mal de ses élites.

2. La crise des élites et du leadership

Les problèmes structurels qui caractérisent les modèles de développement dominants dans le continent sont aggravée, en effet par l'incapacité objective des sociétés africaines à produire des élites politiques, économiques, scientifiques, administratives, culturelles, syndicales et civiles d'un niveau d'excellence, de compétence, d'intégrité et d'engagement à la mesure des potentialités, des défis et des ambitions du développement du continent. De ce fait, le continent demeure encore réellement orphelin de ses élites.

Aussi, force est de constater que dans la plus part des pays africains, les systèmes institutionnels n'arrivent pas à avoir l'adhésion des populations, des acteurs économiques, sociaux et des territoires. Ces systèmes peinent, de ce fait, à gagner la confiance des citoyens, des entreprises, des territoires et des communautés dans les réformes portées par les dirigeants. Ce qui empêche l'appropriation de ces réformes par leurs peuples et la mobilisation citoyenne autour des stratégies et des programmes qui leur sont proposés. Une telle réalité a un impact direct sur la gestion des ressources du continent.

3. Une gestion non maîtrisée et non durable de l'abondance des ressources

L'Afrique connaît une situation inédite en matière de paradigme de développement comparativement à ce qui se passe dans le reste du monde. En effet, si la problématique du développement en Europe, en Amérique du Sud, en Asie, au Pacifique et au Moyens Orient se pose, hormis quelques rares exceptions en termes de gestion de la rareté, celle en Afrique se pose, elle, en termes de gestion de l'abondance. Cette abondance touche à la fois les ressources humaines, les ressources naturelles, et les ressources minières, énergétiques, marines et sous-marines.

Ce qui place la continent Africain dans une situation atypique au regard de la nature du paradigme de la croissance et du développement comparativement au reste du monde.

D'où l'importance pour l'Afrique de réunir les conditions d'une gouvernance efficiente de l'abondance de toutes ses ressources. Car, c'est de cette gouvernance que dépendra demain la capacité du continent africain à disposer de financements pérennes pour soutenir la croissance et organiser la solidarité, ainsi que pour assurer une meilleure maîtrise des nombreux défis sociaux majeurs du continent.

En attendant, la réalité démographique future produira une pression croissante sur les besoins sociaux essentiels, notamment l'emploi, l'éducation, la santé, l'alimentation le logement, la culture, les loisirs, le transport, l'assainissement, l'environnement et la protection sociale, et ce dans un contexte où l'Afrique connaît dans tout ces domaines des importants retards liés à des déficits endémiques.

III. Des défis majeurs à relever

L'Afrique affronte, en effet deux types de défis majeurs qu'elle se doit de relever pour assoir son développement sur la base de l'équité, l'inclusion et la stabilité : les défis sociaux proprement dits, et les défis socio-climatiques.

1. les défis sociaux proprement dits:

Ces défis concernent en priorité le chômage des jeunes, l'éducation, la santé, la pauvreté et la protection sociale.

Concernant le chômage des jeunes, selon des estimations fournies par l'Organisation Internationale du Travail, sur 73.8 millions de jeunes chômeurs de la tranche d'âge de 15-24 ans touchés par le chômage dans le monde en 2015, 15 millions sont africains, soit 20% de l'effectif total des jeunes chômeurs à l'échelle mondiale. Leurs poids est de 41% dans le nombre total des chômeurs du continent, contre 34% dans le reste du monde, avec bien évidemment des évolutions différenciés selon les sous-régions Africaines et les pays.

Si rien n'est fait à ce niveau, les jeunes africains auront comme seules alternatives demain la prolifération des activités illicites, en particulier la contrebande, la contrefaçon, le commerce des drogues, les petits vols, les trafics de tout genre, les pressions migratoires de toute nature et l'extension du champ du secteur informel.

Le poids de ce secteur est devenu, déjà aujourd'hui tel que, selon le dernier rapport de l'Organisation Internationale du Travail, l'économie informelle en Afrique rentrerait en 2016 pour 50 à 80% du PIB du continent, pour 60 à 80% des emplois et pour 90% des opportunités de travail créées (BIT, 2016).

Concernant la scolarisation, malgré les efforts fournis l'Afrique connaît, là également, un grand retard, puisque le taux d'analphabétisme reste le plus élevé dans le monde. Ce taux est à titre d'illustration de 32,9% en Erythrée, de 37,7% au Liberia et de 41,3% au Soudan du Sud. Les filles sont plus touchées que les garçons. Cet état de fait a un impact très préjudiciable sur l'insertion productive des jeunes Africains de 15-24 ans dans la vie économique, sociale et culturelle, dont 31% ne savent ni lire ni écrire selon l'Institut de Statistiques de l'UNESCO.

Dans le domaine de la santé l'espérance de vie à la naissance est, aussi parmi les plus faibles dans le monde. Elle a été évaluée à 59,6 ans en 2014 au moment où elle est de 80,2 ans en Europe de l'ouest et de 78,4 ans en Amérique du Nord. Le taux de mortalité infantile est également le plus élevé à l'échelle mondiale se situant à 60,4 personnes pour 1000 en 2014 à un moment où il est évalué à 5 pour 1000 dans les pays à développement humain élevé. Quant au VIH/SIDA, il touche une proportion de la population Africaine 7 fois plus importante comparativement au reste du monde.

Tous ces indicateurs du développement humain se traduisent par l'aggravation de la situation de pauvreté dans le continent. Ainsi en 2015, la population de l'Afrique Subsaharienne vivant au-dessous du seuil de la pauvreté extrême était évaluée à 41%. De ce fait, seul l'Afrique n'a pas pu atteindre l'Objectif de Développement du Millénaire visant à réduire la proportion de la population disposant de moins de 1,25 \$ PPA de 2015.

Concernant, de la protection sociale enfin, selon le Bureau International du Travail, la moyenne des dépenses publiques consacrées à la sécurité sociale par rapport au PIB n'est que de 5% en Afrique, au moment elle se situe à 25% en Europe.

2. Les défis socio-climatiques

A côté de ces défis sociaux proprement dits, l'Afrique est l'objet de défis sociaux d'une autre nature, que l'on peut qualifier de défis socio-climatiques.

Il s'agit de défis sociaux d'un genre nouveau produits par une gestion non responsable des ressources naturelles et par des changements climatiques que subit le continent à l'image du reste du monde.

Parmi ces défis socio-climatiques la désertification, les sécheresses, les inondations cycliques, et les autres catastrophes naturelles figurent au premier plan. Les conséquences de ces défis socio-climatiques sont l'aggravation de l'insécurité alimentaire, la diminution des surfaces agricoles utiles, la perte du couvert végétal et les déplacements forcés de populations entières, alimentant de nouvelles générations de guerres et de conflits internes, celles de l'eau et du foncier en particulier et produisant une nouvelle génération de migrants : les migrants climatiques.

A ce niveau tous les experts sont unanimes pour dire que si la situation

perdre, l'Afrique ne pourra subvenir qu'à 13% de ses besoins alimentaires d'ici 2050. Ce qui fera peser une nouvelle menace pour les 65% de travailleurs africains, dont la subsistance dépend largement de l'agriculture, y compris les enfants et les personnes âgées, qui seront les premières victimes des crises alimentaires dans le continent.

D'où la nécessité et l'urgence de repenser le paradigme même du développement en Afrique.

IV. Repenser le paradigme du développement en Afrique

L'enseignement majeur à tirer de ce qui précède est celui de la nécessité, voir l'urgence de penser autrement la problématique du développement en Afrique.

A ce niveau, la leçon première réside dans l'importance de penser le développement de l'Afrique par les Africains eux-mêmes à travers une démarche qui doit s'appuyer sur un équilibre entre des situations économiques et sociales difficiles et le rêve de construire un continent émergent, l'espoir d'une Afrique meilleure, mais évoluant sur un fond de chaos qui marque les réalités sociales et institutionnelles présentes.

Ce qui impose aux élites africaines d'examiner ce qui est nécessaire de faire à court terme, ce qui est possible d'entreprendre à moyen terme, et ce qui est souhaitable d'accomplir à long terme en terme de développement, armés en cela par l'effectivité des politiques publiques, le respect des engagements des dirigeants envers leurs citoyens et la maîtrise du temps et donc du rythme des réformes.

Cette véritable rupture paradigmatique doit, cependant s'opérer selon un esprit libre, une pensée indépendante, une audace positive, une pensée réaliste et pragmatique, tournée vers l'avenir, loin du tout pessimisme autodestructeur et de tout afro-optimisme contreproductif.

Cette façon de penser autrement le développement de l'Afrique ne doit pas nous faire oublier qu'il faut agir rapidement pour combler les retards économiques, les déficits sociaux, les déséquilibres environnementaux et les dysfonctionnement en terme de gouvernance, l'objectifs étant in fine de réaliser des raccourcis qui permettraient à l'Afrique d'accomplir les Objectifs de Développement du Millénaire non atteints et les nouveaux fixés dans le cadre des Objectifs de Développement Durable, tels que inscrits dans l'agenda 2030 de la communauté internationale, ceux du Socle de Protection Sociale Universelle, tel que stipulé dans la résolution 202 de l'OIT en 2012 et ceux de l'Agenda mondial pour le climat issus de l'accord de Paris de décembre 2015 et de la feuille de route de Marrakech de novembre 2016.

Mais pour ce faire les dirigeants africains doivent être en mesure de maîtriser les changements en cours, prévoir les risques majeurs nouveaux et anticiper les

évolutions futures, en associant tous les acteurs et forces vives de leurs sociétés et ce dans le cadre d'une gouvernance démocratique, participative et responsable.

Elles doivent, aussi explorer des possibilités nouvelles de partenariat. Or, au vu de la situation géographique, des réalités de l'histoire et des liens économiques structurelles, en sus de la promotion d'un partenariat Sud-Sud, ces possibilités se doivent d'avoir comme horizon la promotion d'une coopération de nouvelle génération à partir d'une grande zone Afrique-Europe-Monde Arabe à construire, et où le Maroc et le Portugal peuvent un réel rôle dans l'avenir.

V. Quels rôles pour le partenariat Maroc-Portugal en Afrique ?

La coopération sud-sud entre les pays Africains apparait de plus en plus comme une option stratégique d'avenir. L'objectif à terme est de bâtir une nouvelle Afrique Unie comme l'a appelé de ses vœux Sa Majesté le Roi Mohammed VI lors de son Discours adressé au 29^{ème} Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba le lundi 3 juillet 2017.

Cette option stratégique part d'une conviction fondée sur quatre principes directeurs:

- Aucun pays Africain ne pourra s'en sortir seul;
- L'Afrique doit compter sur ses propres forces en faisant comme l'a noté Sa Majesté le Roi confiance à l'Afrique;
- Les Africains doivent partager leurs savoirs, leurs savoir-faire, leurs génies et leur intelligence collective pour peser dans les grands enjeux du monde du XXI^{ème} siècle;
- Enfin, les pays Africains doivent faire du co-développement de leurs économies et de la co-émergence de leurs sociétés la clé de leur auto-développement futur.

Cependant ces objectifs ne peuvent être atteints sans que les pays Africains ne s'engagent résolument dans la construction d'une nouvelle génération d'intégration régionale conduisant à terme par le renforcement de coopération sud-sud interafricaine à bâtir de véritables Etats Unis d'Afrique, c'est-à-dire cette Nouvelle Afrique Unie.

C'est avec cette Afrique, qui s'est radicalement transformé, que le Maroc et le Portugal doivent construire un partenariat tourné sur l'avenir. Cette perspective est d'autant plus prometteuse que les deux pays ont une présence effective sur le continent et voit de surcroit leurs relations humaines, économiques, commerciales et sécuritaires connaitre une intensification remarquable les dernières années comme l'attestent toutes les données disponibles (voir annexes).

Références bibliographiques

- Académie du Royaume du Maroc, 2015, l'Afrique comme horizon de pensée, Actes de la 43^{ème} session, décembre, Publications de l'ARM, Rabat.
- Conseil Economique, Social et Environnemental, 2017, Rapport annuel au titre de l'année 2016, Rabat.
- DRISS, Guérraoui, 2016, Economies et société du XXI^{ème} siècle, Editions la Croisées des chemins, Casablanca.
- DRISS, Guérraoui, l'intelligence économique en Afrique, constats, besoins et défis futurs, l'hebdomadaire «L'Economiste» du 28/06/2016, Casablanca.
- DRISS, Guérraoui, 2017, l'emploi des jeunes en Afrique: réalités, défis et pistes pour l'avenir, l'hebdomadaire «L'Economiste» du 05/07/2017, Casablanca.
- MBEMBE, Achille et SARR, Felwine (Dir), 2017, Ecrire l'Afrique-Monde, Editions Jimsaan, Dakar.
- MUNANG, Richard, 2014, Revue Afrique Renouveau, Edition spéciale Agriculture.
- Nations Unies, 2016, Population Division, Department of Economic and Social Affairs, World population prospects, the 2015 Revision, New York.
- NOUREDDINE, Affaya, et DRISS, Guérraoui, 2007, l'Afrique vue par ses jeunes, le chaos et l'espoir, Publications de l'ARCI-Rabat et l'Harmattan-Paris.
- Organisation internationale du travail, 2005, Emploi des jeunes: les voies d'accès à un travail décent, Rapport VI Emploi des jeunes: le défi à relever - Sixième question à l'ordre du jour, volume V, Genève.
- Organisation Internationale du Travail, 2013, Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2013 - Une génération menacée, Genève.
- Organisation Internationale du Travail, 2016, Trends 2016, World employment, social out look, Genève.
- Organisation Internationale du Travail, 2017, Emploi et questions sociales dans le monde en 2016, Tendances pour les jeunes, Genève.
- Organisation Mondiale de la Santé, 2011, Risques pour la santé des jeunes, Soixante quatrième Assemblée Mondiale de la Santé, Genève.
- PNUD, 2016, Rapport mondial sur le développement humain, New York.
- RENÉ, Dumont, 1969, l'Afrique est mal partie, Editions du Seuil, Paris.
- UNESCO, 2015, Bulletin d'information de l'Institut de statistique de l'UNESCO, numéro de septembre, Paris.
- UNESCO, 2016, Rapport Education Pour Tous, Paris.

ANNEXES

1 - Les échanges commerciaux entre le Maroc et le Portugal:

En milliers de dollars	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations du Maroc vers le Portugal	49555	54953	187342	213389	283425	261529	285181	297147	287844	316598
Importations du Maroc provenant du Portugal	68079	75175	225783	75175	754016	730651	1041018	917807	1024842	1226097
Déficit commercial	-18524	-20222	-38441	138214	-470591	-469122	-755838	-620661	-736999	-909499

Source: WITS database

2 - La structure des échanges entre le Maroc et le Portugal:

Répartition des Exportations du Maroc vers le Portugal (en %)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Biens d'équipement	0	0	4	4	2	3	6	10	9	9
Biens de consommation	13	25	48	61	64	66	61	56	53	61
Biens intermédiaires	54	24	29	18	21	15	13	14	21	15
Produits bruts	33	51	19	17	13	15	19	19	17	15
Répartition des Importations du Maroc provenant du Portugal (en %)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Biens d'équipement	17	18	19	18	11	11	10	11	9	17
Biens de consommation	9	16	22	16	24	30	37	32	44	44
Biens intermédiaires	70	63	56	63	56	50	48	51	44	37
Produits bruts	2	1	2	1	9	9	5	6	4	2

Source: WITS database

3 - Les flux des IDE entre le Maroc et le Portugal:

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
IDE reçus par le Maroc en provenance du Portugal (en millions de dhs)	50,4	56,2	44,9	58,8	53,3	76,3	218,3	61,5	177	156	88

Source: office des changes

4 - Les flux touristiques et les transferts des Marocains résidants au Portugal:

Année	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de touristes portugais visitant le Maroc	48641	47055	53079	63077	72995	54194	60143	60486	60736	69014
Part dans les touristes étrangers qui visitent le Maroc (en %)	1,21	1,12	1,24	1,28	1,48	1,08	1,13	1,11	1,18	1,35

Source: Ministère de l'économie et des finances

5 - La migration Marocaine au Portugal:

Année	Stock de migrants vivant au Portugal	Part des marocains (en %)
1990	395	0,09
1995	853	0,16
2000	1346	0,21
2005	1680	0,22
2010	1736	0,23
2015	1968	0,23
2017	2002	0,23

Source: Nations-Unies, Division de la Population

6 – Les échanges commerciaux entre le Maroc et l’Afrique: Exportations du Maroc vers l’Afrique

(en milliers de dollars)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations du Maroc vers l’Afrique	437473,7	213871,4	358666,5	1205039	1295292	1754964	1640701	1762821	2002477	2085806
Exportations du Maroc vers l’Afrique subsaharienne	116632,9	96000,29	236666,9	840323,4	883725,5	1217228	1178154	1309369	1389317	1453875
Structure des exportations marocaines vers l’Afrique en (%)										
Afrique de l’Est	0,9	2,1	3,0	7,8	8,0	11,1	3,2	6,2	10,3	13,5
Afrique Centrale	6,6	11,3	15,3	19,1	13,7	12,5	14,1	17,5	11,3	8,7
Afrique du Nord	74,4	55,3	34,4	30,7	32,7	32,8	28,6	27,2	31,0	31,2
Sud de l’Afrique		1,1	1,9	1,9	1,4	2,0	1,8	1,5	5,5	3,9
Afrique de l’Ouest	18,0	30,2	45,3	40,6	44,2	41,6	52,2	47,7	41,8	42,6

Source: CNUCE

Importations du Maroc en provenance de l’Afrique

(en milliers de dollars)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Importations du Maroc en provenance de l’Afrique	471148	530127,5	1111743	2088558	2356138	2280031	2352946	2414180	1901155	1601985
Importations du Maroc en provenance de l’Afrique subsaharienne	234064,6	202989,3	396803,8	535123,6	493045,9	420345	338022,4	308767,1	533092,8	371560,4
Structure des importations marocaines en provenance de l’Afrique en (%)										
Afrique de l’Est	1,2	2,9	1,1	0,8	1,4	1,4	1,9	2,0	1,9	2,1
Afrique Centrale	15,7	7,6	4,9	7,7	3,3	2,5	2,4	2,1	2,2	3,0
Afrique du Nord	50,3	61,7	64,3	74,4	79,1	81,6	85,6	87,2	72,4	76,9
Sud de l’Afrique		16,7	23,7	6,3	2,0	2,2	3,4	4,8	19,1	11,6
Afrique de l’Ouest	32,8	11,0	6,0	10,8	14,2	12,4	6,7	4,0	4,4	6,4

Source: CNUCED

7 - Les échanges commerciaux entre le Portugal et l'Afrique: Exportations du Portugal vers l'Afrique

(en milliers de dollars)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Exportations du Portugal vers l'Afrique	821601,8	926241,8	1897517	4682393	6041562	6758789	7915496	7674011	5416165	4577962
Exportations du Portugal vers l'Afrique subsaharienne	631325,5	757021,6	1553003	3651787	4688219	5330269	5869357	5804094	3741749	2905850
Structure des exportations du Portugal vers l'Afrique en (%)										
Afrique de l'Est	8,4	8,8	4,8	4,9	5,7	6,5	6,4	6,2	8,4	7,0
Afrique Centrale	45,2	40,6	55,9	56,8	57,1	59,6	55,6	58,8	46,8	39,5
Afrique du Nord	23,2	18,4	18,6	22,2	22,6	21,3	26,0	24,5	31,0	36,7
Sud de l'Afrique		8,0	4,8	2,5	2,1	2,1	2,8	2,2	3,3	3,7
Afrique de l'Ouest	23,3	24,1	15,9	13,7	12,6	10,6	9,2	8,3	10,5	13,1

Source: CNUCED

Importations du Portugal en provenance de l'Afrique

(en milliers de dollars)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Importations du Portugal en provenance de l'Afrique	1574949	1779476	4222598	5145957	7099275	8145326	7751386	5710880	3795078	2388818
Importations du Portugal en provenance de l'Afrique subsaharienne	1037462	1413404	2340529	3419670	4776466	5137815	6729334	4450115	2832134	1704218
Structure des importations du Portugal en provenance de l'Afrique en (%)										
Afrique de l'Est	9,4	7,5	3,6	3,0	4,2	3,1	3,0	3,5	3,9	6,7
Afrique Centrale	16,9	12,4	13,1	22,0	28,3	41,9	62,6	53,2	55,4	48,2
Afrique du Nord	34,2	20,7	44,8	33,5	32,7	36,9	13,2	22,4	26,1	28,7
Sud de l'Afrique		7,9	8,0	4,5	3,2	1,9	2,7	3,2	5,1	9,3
Afrique de l'Ouest	39,5	51,5	30,4	37,0	31,6	16,2	18,4	17,8	9,6	7,0

Source: CNUCE

8 - Les échanges du Maroc et du Portugal avec les pays africains lusophones: Echanges du Maroc et Portugal avec les pays africains lusophones

Exportations vers l'Afrique Lusophone (*)	1995	2000	2005	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Maroc (en milliers de dollars)	4393	7972	20791	134643	89641	112242	121024	136653	76223	66128
Part dans les exportations du Maroc vers l'Afrique 'en %)	1,0	3,7	5,8	11,2	6,9	6,4	7,4	7,8	3,8	3,2
Portugal (en milliers de dollars)	563512	610559	1320448	3220015	4109347	4695126	5082233	5163325	3145675	2367524
Part dans les exportations du Portugal vers l'Afrique 'en %)	69	66	70	69	68	69	64	67	58	52

(*) Angola, Cap-vert, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao-Tomé et Principe

Source: CNUCED

Les 5 premiers produits exportés par le Maroc vers le reste du monde

Produit	Part dans le total des exportations du pays (en %)	
	1999	2016
Textile et habillement	35	15,3
Produits agricoles et agroalimentaires	14	15,6
Produits chimiques	13	15,5
Machines et équipements électriques et électroniques	10	17,6
Minerais	8	-
Equipement de transport	-	15,7

Source: base de données WITS

Les premiers produits exportés par le Maroc vers l'Afrique subsaharienne

Produit	Part dans le total des exportations du pays vers l'Afrique subsaharienne (en %)	
	1999	2016
Textile et habillement	18,5	-
Produits agricoles et agroalimentaires	32,7	21,8
Produits chimiques	11,6	34
Machines et équipements électriques et électroniques	7	10,5
Métaux	5	-
Animaux vivants	-	6
Minerais	-	5

Source: base de données WITS

Les 5 premiers des produits exportés par le Portugal vers le reste du monde

Produit	Part dans le total des exportations du pays (en %)	
	1999	2016
Textile et habillement	20,7	10,1
Machines et équipements électriques et électroniques	19,0	15,4
Equipement de transport	15,3	11,3
Produits agricoles et agroalimentaires	-	9,8
Bois	9,4	8
Equipement de transport		15,7
Chaussures	6,9	-

Source: base de données WITS

Les 5 premiers des produits exportés par le Portugal vers l'Afrique subsaharienne

Produit	Part dans le total des exportations du pays vers l'Afrique subsaharienne (en %)	
	1999	2016
Produits agricoles et agroalimentaires	17,7	18,9
Produits chimiques	8	8,7
Machines et équipements électriques et électroniques	22,9	22,5
Métaux	8,4	8,6
Bois	7,3	6,1

Source: base de données WITS